PROJECT MUSE®

L'indemnité de Saint-Domingue: « Dette d'indépendance »
ou « rançon de l'esclavage »?

Frédérique Beauvois

French Colonial History, Volume 10, 2009, pp. 109-124 (Article)

Published by Michigan State University Press

DOI: <https://doi.org/10.1353/fch.0.0021>

➔ *For additional information about this article*

<https://muse.jhu.edu/article/266552>

L'indemnité de Saint-Domingue: « Dette d'indépendance » ou « rançon de l'esclavage »?

FRÉDÉRIQUE BEAUVOIS

In August 1791, a slave revolt erupted in Saint-Domingue, richest colony of the Americas. France sent two commissioners to restore peace in this insurgent area. Under the threat of revolution, they declared the abolition of slavery in 1793. This decision was ratified by the French Convention on 4 February 1794. Revocation of this abolition act in 1802 by Napoléon Bonaparte had no effect on the situation of slaves in Saint-Domingue, which proclaimed its independence 1 January 1804. This episode gave birth to the first black state of the Americas, baptised under its old Amerindian name "Haïti." The new republic was recognized as an independent state more than 20 years later. The French law of 17 April 1825 conceded Haitian independence in exchange for a ransom of 150 million francs.

The great majority of abolitionist governments of the nineteenth century judged it legitimate to compensate slave owners for the loss of capital invested in their slave property. What was exceptional about the indemnity of Saint-Domingue was the fact that it was not an internal governmental decision, but the fruit of transactions from one state to another. The indemnity favored the planters, but was also the price exacted for becoming an autonomous state.

Ayant obtenu un Master of Arts en histoire à l'Université de Lausanne (UNIL) en 2003, Frédérique Beauvois est assistante diplômée à l'Institut d'histoire économique et sociale (IHES-UNIL). Chargée de cours en 2007, elle encadre un cours-séminaire intitulé « Crimes et réparations: l'Occident face à son passé colonial ». Elle prépare depuis 2005 une thèse de doctorat intitulée « Indemniser pour abolir l'esclavage? Une perspective comparative (1777-1888) », sous la co-direction du Professeur Bouda Etemad (Universités de Lausanne et Genève) et du Professeur Olivier Pétré-Grenouilleau (Sciences Po, Paris). Elle est spécialisée dans l'étude des indemnités octroyées suite aux abolitions de l'esclavage dans le Nouveau Monde.

French Colonial History, Vol. 10, 2009, pp. 109-124. ISSN 1539-3402. © 2009 French Colonial Historical Society. All rights reserved.

This work will focus on the criteria taken into account by France in the fixation of the compensation amount. Slave ownership did not exist after the revolution. How did fixing a number compensate for property lost more than 30 years earlier? What were the data considered by France? Finally, what was the compensation value for the various protagonists? These questions will clarify the objectives followed by France in establishing this compensation. Was the purpose of « ransom of slavery », to indemnify slave owners for the loss of their property, or was its ultimate target to economically subdue a rebel colony by creating an « independence debt »?

Conséquence d'une révolte servile ayant éclaté en août 1791 dans la colonie française de Saint-Domingue, l'abolition de l'esclavage est décrétée par la Convention nationale le 4 février 1794. La révocation de cette décision par Napoléon Bonaparte en 1802 n'a aucune conséquence sur la situation effective dans la colonie: ayant définitivement pris le pouvoir, les anciens esclaves restent libres de fait. Saint-Domingue proclame son indépendance le 1^{er} janvier 1804, donnant naissance au premier État « noir » des Amériques. Baptisée de son ancien nom amérindien, la jeune république d'Haïti n'est reconnue que des décennies plus tard par son ancienne métropole. Édictée unilatéralement par Charles X, l'ordonnance française du 17 avril 1825 « concède » l'indépendance à sa colonie rebelle. Une indemnité de 150 millions de francs en est le prix.

Suite aux abolitions de l'esclavage dans les Amériques aux XVIII^e et XIX^e siècles, une majorité d'États juge légitime d'octroyer une indemnité, sous une forme ou une autre, aux propriétaires en dédommagement de la perte de leurs biens serviles.¹ L'indemnisation des planteurs représente ainsi une sorte de « rançon » de l'esclavage, tribut quasi obligatoire remis en échange de la libération des esclaves. Le caractère exceptionnel de l'indemnité de Saint-Domingue réside dans le fait qu'elle est le fruit de transactions d'État à État, et non d'une décision interne à un gouvernement. Elle revêt un double aspect: destinée à dédommager les planteurs, c'est également le prix à payer pour acquérir une indépendance officielle et reconnue par les puissances occidentales.

Les conditions de son établissement restent peu étudiées par les spécialistes. Cet article se propose d'examiner les critères retenus par la France pour en fixer le montant. L'esclavage, et donc la propriété servile, n'existe plus depuis l'indépendance de 1804 qui confirme la liberté de tous dans la colonie. C'est

également le cas pour la plupart des propriétés et plantations, détruites à la suite des troubles ayant enflammé l'île. Comment peut-on alors donner un chiffre censé compenser des biens qui ne sont plus, presque 30 ans plus tard? Quelles sont les données prises en compte par la France pour aboutir à cette somme et que représente-t-elle?

Ces questions permettront d'éclairer les objectifs poursuivis par la France par l'établissement de cette indemnité. « Rançon de l'esclavage », a-t-elle comme finalité principale d'indemniser les planteurs de la perte de leurs esclaves consécutive à l'abolition de 1794, ou représente-t-elle avant tout une stratégie mise en place pour garder sous sujétion économique une colonie insurgée, constituant une « dette d'indépendance »?

L'ordonnance française du 17 avril 1825 est la conclusion de multiples négociations. De 1814 à 1825, des missions officielles et officieuses se succèdent sur sols haïtien et français. Il est difficile d'en faire une synthèse exhaustive, ces nombreuses tractations étant entourées de la plus grande confidentialité. Elles ne produisent donc pas toujours les pièces nécessaires à leur étude. Certaines missions ont donné lieu à la rédaction de documents et sont donc bien connues,² d'autres au contraire ne donnent lieu qu'à de brèves occurrences.³

Étrangers, français ou haïtiens, les protagonistes en présence ont des objectifs contradictoires. Le commerce haïtien est monopolisé par la Grande-Bretagne et les États-Unis. Ces puissances n'ont donc aucun intérêt à voir la France supplanter leur hégémonie dans les Caraïbes et tentent de faire échouer les négociations. En France et en Haïti, les groupes de pression ont des buts et des exigences divergents. Les anciens colons français exigent une reconquête de la colonie insurgée. Songeant à la forte productivité de Saint-Domingue au XVIII^e siècle,⁴ le commerce français désire renouer des liens avec Haïti et par conséquent une stabilisation des relations entre les deux pays. L'opinion haïtienne est divisée entre partisans et opposants d'une reprise du dialogue avec l'ancienne métropole. Le secret absolu est donc nécessaire pour éviter des ingérences perturbatrices de ces différents groupes de pression dans le déroulement des pourparlers.

LES NÉGOCIATIONS EN VUE DE LA RECONNAISSANCE OFFICIELLE D'HAÏTI buttent sur un certain nombre de points. Le premier est la forme de la reconnaissance. D'un rétablissement de l'ancien ordre colonial à une souveraineté extérieure, la France désire conserver une certaine domination sur Haïti. Cette

dernière refuse toute forme de sujétion et exige une reconnaissance officielle et sans conditions de son indépendance.

Le second obstacle à la conclusion d'un accord est la question de l'indemnité. Dirigeant le Sud et l'Ouest d'Haïti, le président Pétion propose en 1814 une indemnité en échange de la reconnaissance de la république d'Haïti. A la proposition française de « réintégrer les anciens propriétaires sur leurs habitations », le président haïtien répond que « le gouvernement français ferait bien mieux, pour lui et pour les anciens propriétaires, de nous vendre Saint-Domingue, comme il a vendu la Louisiane aux États-Unis ».⁵ Napoléon Bonaparte a en effet vendu la Louisiane aux États-Unis en 1803 pour un montant de 80 millions de francs.⁶ Cet exemple a certainement inspiré la proposition de Pétion d'indemniser la France.

L'indemnité n'est cependant pas un principe admis dans l'entier de l'ancien territoire colonial. Dirigeant le Nord d'Haïti, le roi noir Henri Christophe s'y oppose farouchement:

What rights, what arguments can the ex-colonists then allege to justify their claim for an indemnity? Is it possible that they wish to be recompensed for the loss of our persons? It is conceivable that Haitians who have escaped torture and massacre at the hands of these men, Haitians who have conquered their own country by the force of their arms and at the cost of their blood, that these same free Haitians should now purchase their property and persons once again with money paid to their former oppressors?⁷

La réunification en 1820 du territoire sous l'égide unique de Boyer, successeur de Pétion, permet d'uniformiser la position haïtienne sur le principe de l'indemnité.

Dès 1814, celle-ci est devenue la « condition sine qua non »⁸ française d'un accord. Elle permettrait de dédommager les planteurs dépossédés à la suite de la révolution de Saint-Domingue. Les plus indigents d'entre eux bénéficient de secours de l'État, qui atteignent certaines années la somme d'un million de francs.⁹ La dépense annuelle pour la France est donc importante et promet de durer jusqu'au règlement de la « question de Saint-Domingue ». L'État français espère donc que ces anciens colons reçoivent des dédommagements pour ne plus être à sa charge. Le principe de l'indemnité admis par les deux camps dès 1820, c'est sur son mode de paiement et son montant que buttent les négociations.

UNE INDEMNITÉ PEUT ÊTRE PAYÉE DE DEUX FAÇONS PRINCIPALES. LA PREMIÈRE, « en valeur », consiste à verser en une ou plusieurs fois une somme pécuniaire.¹⁰ La seconde, « en nature », est constituée par l'octroi d'un certain nombre d'avantages en faveur des bénéficiaires, comme un temps de travail forcé¹¹ ou une exemption de droits de douanes. Dépendante du volume de marchandises transitant par l'État donateur, cette dernière forme d'indemnité ne représente pas une somme fixe et offre au débiteur l'avantage de ne pas avoir à disposer d'un capital de base. Ce système implique également que le temps de versement est plus long que dans le premier cas de figure.

Placée « entre l'immense intérêt du commerce et celui des colons », ¹² la France exige un dédommagement en numéraire payable en un minimum de temps, en plus de droits de douane avantageant son commerce. Haïti impose au commerce étranger des taxes douanières de 10% à 12%. Nation la plus privilégiée, la Grande-Bretagne ne paie que la moitié de ce barème. Longtemps interdits de commerce avec Haïti, les navires français doivent appareiller sous pavillon simulé et s'acquitter de l'entier des taxes. Une réduction ou une exemption de ces droits permettrait de satisfaire le milieu français des affaires.

Haïti, au contraire, n'offre qu'une indemnité « en nature ». Pétion propose en 1815 « d'établir une sorte de banque dans une ville de France, laquelle aurait son agent au Port-au-Prince à qui on payerait annuellement, et deux ou trois fois par an, la valeur du terme en sucre, café, coton, indigo et bois de teinture, à prix convenus ». ¹³ Cette indemnité « serait mise annuellement durant dix ans à la disposition du gouvernement français ». ¹⁴ La république estime que la France peut constituer une indemnité sur les bénéfices générés par ces droits de douane avantageux. Elle refuse l'idée d'une indemnité financière, « en valeur » : « Il n'a pu jamais être question [. . .] d'indemnités *directes*, soit envers les anciens colons, soit envers votre gouvernement. » ¹⁵

CE MODE DE PAIEMENT PAR EXEMPTION OU DIMINUTION DE TAXES REPRÉSENTE des sommes variant selon le commerce entre les deux pays. Commissaire d'Haïti lors des négociations tenues à Bruxelles en 1823, Boyé calcule ce montant selon les chiffres du commerce entre la France et Haïti. Il avance qu'« en 1822, la France est entrée pour quinze millions de francs dans le commerce d'Haïti ». ¹⁶ Il soutient que ce chiffre ne peut que doubler, le commerce français une fois « libre de toute entrave et de toute incertitude ». ¹⁷ Boyé prend ensuite comme

base d'évaluation de l'indemnité proposée par exemption de droits de douanes le chiffre minimum de 25 millions de francs représentant la totalité des transactions entre les deux pays. Le commerce français étant frappé à 12%, l'exemption de taxes représenterait une économie annuelle pour la France de 3 millions. Après cinq années d'exemption, le relèvement de ces taxes à 6% représenterait une économie annuelle de 1,5 million. Haïti concède donc un sacrifice de 15 millions en cinq ans, ou 22,5 millions en dix ans. Ces chiffres relèvent cependant de l'extrapolation, rien ne pouvant affirmer que le commerce avec la France n'augmente consécutivement à la reconnaissance d'Haïti.

Cette dernière a tout intérêt à gonfler le chiffre des exportations haïtiennes en direction de la France. En effet, plus ces dernières sont importantes, plus l'indemnité par réduction ou exemption de taxes est élevée pour la France. Haïti se fait donc plus riche qu'elle n'est afin de convaincre la France d'accepter une indemnité « en nature ». Cela jouera cependant en sa défaveur, la France mésestimant à la hausse les ressources de la république.

Commissaire français chargé de négocier le traité de 1838 réduisant le montant de l'indemnité, le baron de Las Cases certifie que le montant maximum jamais proposé par Haïti est de 80 millions: « Toutes [les déclarations des divers commissaires de 1814 à 1824] affirment de la manière la plus positive que jamais la république n'a offert 100 millions, mais bien un maximum de 80 millions. »¹⁸

La France quant à elle désire obtenir le chiffre le plus élevé possible. D'un montant de 100 millions payable en dix ans proposé en 1814,¹⁹ les exigences de la France ne cessent d'augmenter. A la suite de l'annexion de la partie espagnole de l'île en février 1822, deux fois plus étendue que l'ancien territoire français, la France estime que le montant de l'indemnité doit être adapté aux nouvelles capacités présumées d'Haïti: « Il est bien entendu que la somme qu'aurait payée Pétion au gouvernement français à titre d'indemnité pour la cession de Saint-Domingue serait proportionnée aujourd'hui à l'état des choses. Or si la partie française pouvait être évaluée 100 millions, la totalité de l'île pourrait bien valoir le double de cette somme. »²⁰

En 1823, les termes de versement de l'indemnité sont spécifiés:

Cette indemnité ne pourrait être adoptée, si elle était de beaucoup au-dessous d'une somme de [...] cent millions. A une époque où le gouvernement d'Haïti était dans une position moins prospère, il avait indiqué que ses sacrifices, pour obtenir

ce que nous consentons à lui donner aujourd'hui, pourraient même aller plus haut.
[. . .] Il serait fixé un terme de 3 ou de 5 ans avant lequel l'indemnité devrait être entièrement soldée.²¹

Du versement d'un montant de 22 à 80 millions sur le long terme à une somme minimum de 100 millions payable sur une période de 3 à 10 ans, propositions haïtiennes et exigences françaises bloquent le cours des pourparlers.

CES QUESTIONS RESTENT EN SUSPENS JUSQU'À L'AVÈNEMENT DE CHARLES X AU trône de France en septembre 1824. Ce dernier emploie désormais la manière forte. Il charge un émissaire, le baron de Mackau,²² de porter au président haïtien une ordonnance unilatéralement rédigée par la France et datée du 17 avril 1825. Grand soin est pris d'accompagner l'émissaire français d'une flotte militaire conséquente, garante d'un accueil favorable des Haïtiens et d'une décision rapide. Sous la menace d'un bombardement de la capitale de Port-au-Prince, l'ordonnance reçoit l'aval du gouvernement haïtien cinq jours seulement après l'arrivée de Mackau, le 8 juillet 1825.

Elle y concède l'indépendance d'Haïti sous la condition du paiement d'une indemnité financière de 150 millions de francs payable en cinq termes annuels, en plus d'une réduction des taxes douanières en faveur du commerce français. C'est une indemnité sous la double forme de dédommagements « en valeur » et « en nature ». Son montant est presque du double du maximum de 80 millions qu'Haïti avait proposé de payer par l'octroi de droits de douane avantageant la France. L'ordonnance du 17 avril 1825 impose donc des exigences en inadéquation totale avec les propositions d'Haïti, mais également avec sa situation financière. Son insolvabilité est patente dès la seconde échéance de versement, fin 1826, qu'elle sera dans l'impossibilité durable d'honorer.

PLUSIEURS RAISONS EXPLIQUENT LA MÉPRISE DE LA FRANCE SUR LES CAPACITÉS financières d'Haïti. Largement accréditée par les milieux commerçants britanniques, une rumeur affirme par exemple l'existence d'un trésor entreposé par Henri Christophe à la Citadelle de Cap-Haïtien. Estimé à quelque 250 millions de francs, il aurait permis de payer sans difficulté l'indemnité.²³ Cependant, seuls 5 millions de francs y sont découverts à la mort de Christophe.

Outre le fait qu'Haïti ne dispose pas des réserves financières que lui suppose la France, son commerce est instable et ne produit que des bénéfices fort variables. A la suite de l'ordonnance du 17 avril, une commission chargée d'examiner les revenus d'Haïti est nommée le 1^{er} septembre 1825. Se basant sur le chiffre des exportations haïtiennes de 1823, elle établit que les revenus annuels d'Haïti sont de 30 millions de francs: 8,4 millions de francs en direction de la Grande-Bretagne, 8,5 en direction de la France et 13,1 en direction des États-Unis.²⁴

Tournée vers l'exportation, l'économie haïtienne est en effet largement alimentée par les taxes douanières imposées sur les marchandises sortant du pays. Cependant, ne prendre en compte que ce facteur, et ainsi négliger toutes les autres sources potentielles de revenus, comme les impôts ou les rentes des domaines nationaux par exemple, est un raccourci qui semble rapide.

Postulant que les frais de production et d'administration absorbent la moitié de ces 30 millions, la commission déduit de manière tout à fait aléatoire que les revenus nets annuels d'Haïti sont de 15 millions. L'indemnité exigée par la France représenterait donc dix ans de revenus nets. En premier lieu, il paraît tout à fait impossible de payer 150 millions de francs en cinq ans, alors que les recettes annuelles ne dépassent pas 15 millions.

De plus, il s'avère que l'estimation des dépenses d'Haïti est inexacte. Les frais dévolus à l'armée absorbent à eux seuls plus de la moitié du budget national: « L'énorme charge de l'état militaire qui absorbe plus de la moitié des revenus de la république a été léguée de 1818 à 1822 au président Boyer. »²⁵ En 1817, un auteur évalue les coûts dévolus à l'armée à 30 millions de francs, affirmant que « la plus forte dépense [d'Haïti] est affectée à la solde et à l'entretien des vingt-cinq à trente mille hommes de troupes ».²⁶

Un mémoire envoyé au ministère des Affaires Étrangères en 1828, affirme que « les revenus du gouvernement d'Haïti sont aussi variables que la valeur annuelle de ses importations car leur principale branche est le produit des douanes. Ils ne se sont jamais élevés au delà de 3 millions et demi de piastres du pays, et en 1826, ils ont subi une diminution notable. Les dépenses s'élèvent à 3 millions de piastres ou à peu près. »²⁷ Le tableau ci-dessous corrobore l'affirmation que les dépenses de l'État haïtien sont largement supérieures à la moitié des bénéfices. Recettes et dépenses tendent à se compenser. Certaines années, les dépenses sont même supérieures aux recettes. Il est donc tout à fait erroné de parler d'un revenu annuel de 15 millions.

Tableau 1. Budget national haïtien (1818–1824)

ANNÉES	RECETTES	DÉPENSES	BALANCE
1818	1'832'940	2'144'291	–311'351
1819	1'902'973	1'660'101	242'872
1820	2'213'440	1'890'891	322'549
1821	3'570'692	3'461'994	108'698
1822	2'620'012	2'728'150	–108'137
1823	2'826'694	2'557'228	269'466
1824	3'101'716	3'105'116	–3'400
MOYENNE/TOTAL	2'581'210/	2'506'824/	520'697/ 74'486

En francs français. Les recettes et dépenses haïtiennes sont tirées des « Etats des recettes et des dépenses d'Haïti. Extrait des Tableaux des Finances envoyés par le consulat de France », in *Haïti. 1825 à 1830. Négociations, Correspondance politique Haïti*, vol. 1. Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Quai d'Orsay–Paris).

Tableau 2. Evolution du prix du café (1821–1830)

ANNÉES	PRIX DU CAFÉ	%
1821	291,2	100,0
1822	263,7	90,1
1823	233,4	80,2
1824	160,6	55,2
1825	140,5	48,2
1826	129,5	44,5
1827	118,9	40,8
1828	87,8	30,2
1829	89,4	30,7
1830	83,7	28,7

Coût de 100 kilos de café en francs français. Selon les chiffres donnés par Benoît Joachim, *Les racines du sous-développement en Haïti* (Port-au-Prince: Ed. Henri Deschamps, 1979), 206–9.

Outre la démesure du montant de l'indemnité en rapport avec ses revenus, des facteurs externes viennent enrayer l'économie haïtienne. Le café est la principale denrée produite par Haïti et sa source de bénéfices la plus importante. De 1821 à 1825, son prix diminue de moitié, tendance qui ne cessera de s'accroître par la suite. Cette baisse réduit d'autant les gains pour le trésor.

Intimement dépendante du cours du café, la monnaie nationale ne cesse de se dévaluer.²⁸ Les fluctuations du taux de change de la gourde influencent les capacités haïtiennes à payer l'indemnité en monnaie française. Les facteurs explicatifs de la piètre situation financière d'Haïti sont résumés en 1838:

était l'état des choses lorsque plusieurs causes vinrent entraver les progrès du pays: 1° L'indemnité et la dispense de droits de douanes par l'ordonnance de 1825. 2° La baisse à la même époque et croissante dans les prix du café sur les marchés européens. 3° La disproportion entre la production du pays et le chiffre de ses consommations. 4° L'inertie de la politique de Boyer.²⁹

CES QUELQUES EXEMPLES EXPLIQUENT QUE LA RÉPUBLIQUE N'EST PAS EN mesure de s'acquitter de sa dette selon les clauses stipulées dans l'ordonnance du 17 avril. Dès sa signature, des commissaires haïtiens sont envoyés à Paris pour négocier un emprunt portant sur les 150 millions de l'indemnité. Les trois banques françaises sollicitées, Laffitte, Rotschild et Paravey, ne leur octroient finalement que 30 millions de francs, sous la forme de 30'000 obligations de mille francs payables au porteur en 25 ans. Négocié à 20% de perte, cet emprunt ne produit que 24 millions de francs. Ajoutant 6 millions à cette somme, le trésor haïtien s'acquitte du premier versement de l'indemnité.³⁰ La seconde échéance de 1826 ne sera jamais honorée, malgré l'édiction d'une série de mesures par Haïti: emprunts étrangers, subventions patriotiques, droits forcés, ventes de domaines publics, relèvement des impôts, tout est essayé, en vain, pour trouver les fonds nécessaires au paiement de l'indemnité.³¹

A la suite d'une série de négociations, un traité daté de février 1838 réduit de moitié le solde de l'indemnité, de 120 à 60 millions, et échelonne son versement sur trente ans, de 1838 à 1867. En dépit de ce nouvel agencement des paiements, Haïti ne s'acquitte du montant total de l'indemnité et de l'emprunt de 1825 que dans les années 1880.³²

CONCERNANT LES COLONS DE SAINT-DOMINGUE, LE MONTANT INITIAL DE l'indemnité de 150 millions ne compense que très partiellement leurs pertes. Chargée le 1^{er} septembre 1825 d'évaluer les biens de Saint-Domingue à l'époque

de leur perte afin d'établir des règles de répartition aux anciens propriétaires, une commission conclut que les « revenus annuels des propriétés des colons en 1789 »³³ se montaient à 150 millions.

Par tradition, le capital investi dans un bien dans les colonies est réputé amorti en dix ans.³⁴ La valeur des biens-fonds représente donc dix ans de revenus. En conséquence, un revenu annuel de 150 millions signifie que la valeur totale des biens producteurs de ce montant est de 1,5 milliard. Le chiffre de l'indemnité, identique à celui des revenus annuels de l'ancienne colonie, ne représente donc que « la dixième partie seulement de la valeur, en 1789, des biens immeubles dont les colons avaient été dépouillés par suite de l'insurrection qui sépara la colonie de la métropole ».³⁵ Les indemnités à percevoir par les anciens colons sur les 150 millions initialement stipulés ne représentent donc qu'une petite partie, un dixième, de leurs biens perdus une vingtaine d'années auparavant. La loi de 1838 réduisant le montant de l'indemnité de 150 à 90 millions, la part perçue par chaque réclamant est encore plus infime (6%).

Si le nombre de réclamants est à présent considéré, cette proportion devient encore plus insignifiante. Selon un rapport rendu après la liquidation de l'indemnité, 25'838 colons ou descendants de colons ont été légitimés dans leurs demandes de dédommagements.³⁶ Le montant moyen perçu par ayant droit est donc de 3'483,24 francs payables en trente ans, soit seulement quelque 116 francs par an. Si le milliard et demi représentant la valeur des biens perdus avait été distribuée, chaque réclamant aurait touché 58'000 francs.

EN VUE DE CES CHIFFRES DÉRISOIRES, LE DÉDOMMAGEMENT DES ANCIENS propriétaires de Saint-Domingue n'apparaît pas comme le but ultime de l'indemnité, qui ne constitue donc pas uniquement une « rançon de l'esclavage » au strict sens du terme. En opposition à son insignifiance pour ses bénéficiaires, l'indemnité accable l'économie naissante de la jeune république haïtienne. A la suite de l'ordonnance de 1825, elle se trouve prise en otage économiquement, enchaînée à l'obligation de s'acquitter de l'indemnité et de l'emprunt contracté pour en honorer le premier versement. Cette double « dette d'indépendance » apparaît clairement comme la stratégie mise en place par l'ancienne métropole pour conserver une hégémonie officieuse sur une colonie rebelle devenue État souverain. Faute d'une domination politique directe, Haïti est désormais placée de manière durable sous l'emprise économique de la France.

NOTES

1. Seuls les planteurs des États du Sud des États-Unis ne reçoivent aucune compensation à la suite de la Guerre de Sécession qu'ils ont perdue (1865).
2. Voir pièces disponibles sous les cotes CC9 A 47-54, 216 MIOM 33-40 (CAOM).
3. Des missions auraient eu lieu avant la Restauration, mais sont relatées sans autre détail: en 1805, dirigée par Ducoudray et Étienne Mentor, en 1810, dirigée par Rigaud et en 1813, par Tapiou, voir Pompée-Valentin Vastey, *Essai sur les causes de la révolution et des guerres civiles d'Hayti, faisant suite aux Réflexions politiques sur quelques ouvrages et journaux français concernant Hayti* (Sans-Souci [Haïti]: Imprimerie Royale, 1819), 136. D'autres délégations suivent durant la Restauration, certaines mieux connues que d'autres. Il est fort probable que des missions restent totalement inconnues, des auteurs indiquant que « pas une seule année ne s'était écoulée depuis la restauration, sans que des envoyés de l'un ou de l'autre état eussent traversé l'Océan », in James Barskett et Placide Justin, *Histoire politique et statistique de l'île d'Hayti* (Paris: Librairie Brière, 1826), 488.
4. En 1788, Saint-Domingue produit deux fois plus de denrées que toutes les autres colonies françaises des Caraïbes et en exporte près du quadruple en France; voir Jean Meyer, Jean Tarrade, Annie Rey-Goldzeiguer, Jacques Thobie, *Histoire de la France coloniale: Des origines à 1914* (Paris: Armand Colin, 1991), 102. Au XVIII^e siècle, Saint-Domingue produit plus de la moitié du café mondial et exporte autant de sucre que la Jamaïque, Cuba et le Brésil réunis; voir David P. Geggus (dir.), *The Impact of the Haitian Revolution in the Atlantic World* (Columbia, S.C.: University of South Carolina Press, 2001), 4.
5. « Extrait du journal de Dauxion », in *Mission Dauxion-Lavaysse (1814-1815)*, CC9 A 48, 216 MIOM 34 (CAOM).
6. Cette somme représente plus d'une fois et demi le PIB des États-Unis, de plus de 53 millions de francs en 1803. Ne disposant pas de ce capital, les États-Unis émettent un emprunt à 6% couvert par deux banques européennes.
7. « Lettre d'Henri Christophe à Clarkson, le 20 novembre 1819 », in Earl L. Griggs et Clifford H. Prator (eds), *Henri Christophe and Thomas Clarkson: A Correspondence* (Berkeley and Los Angeles: University of California Press, 1952), 176.
8. « Lettre d'Esmangard au ministre de la Marine et des Colonies, le 22 avril 1823 », in CC9 A 53, 216 MIOM 39 (CAOM).
9. De 900'000 francs en 1821, ces secours sont augmentés à un million en 1822, ce jusqu'en 1839. Dans sa thèse de doctorat intitulée *The Planters of Saint-Domingue, 1750-1804: Migration and Exile in the French Revolutionary Atlantic* (Ann Arbor, Mich.: UMI Dissertation Services, March 2004), Darrell R. Meadows étudie ces secours octroyés aux

- colons indigents de Saint-Domingue, jusqu'en 1804. Pour une chronologie plus large, voir les nombreux et divers documents disponibles sous les cotes CC9 C 5-18, 218 MIOM 4-14 (CAOM).
10. A la suite des abolitions de l'esclavage dans le Nouveau Monde (1777-1888), les planteurs britanniques (1834), français (1848), portoricains (1873), néerlandais (1863), nord-américains (District of Columbia, 1862), danois (1847) et suédois (1846) reçoivent des indemnités financières d'un montant total compris entre 500 millions et 400 francs français.
 11. Un temps de travail forcé est par exemple accordé aux propriétaires d'esclaves dépossédés suite aux émancipations dans les Amériques, afin de leur permettre de se dédommager « en nature » de la future perte de leur force de travail. Qualifiée « d'apprentissage », cette mesure vise à « socialiser » l'esclave devenu citoyen et permet au planteur d'envisager le renouvellement de sa main-d'œuvre sur une période plus ou moins longue. Les esclaves des colonies danoises, britanniques, espagnoles, et du Surinam hollandais sont ainsi astreints à un temps de travail obligatoire pour leurs anciens maîtres d'une durée de trois à douze ans.
 12. « Lettre d'Esmangard au ministre de la Marine et des Colonies, avril 1820, Bruxelles », CC9 A 53, 216 MIOM 39 (CAOM).
 13. « Dauxion-Lavaysse: Précis de ma négociation à Saint-Domingue, le 26 mars 1815 », in *Rapports Dauxion-Lavaysse (1814-1815)*, CC9 A 53, 216 MIOM 39 (CAOM).
 14. *Ibid.*
 15. Il s'agit d'une retranscription du contenu de missives envoyées en 1823 par Boyé, émissaire d'Haïti, à Esmangard, commissaire français, consécutivement à la rupture des négociations tenues la même année, par Charles Malo, *Histoire d'Haïti (île de Saint-Domingue), depuis sa découverte jusqu'en 1824, époque des dernières négociations entre la France et le gouvernement haïtien* (Paris: Imprimerie de Marchand du Breuil, 1825), 393-94. Le général français Boyé, ancien officier au service de la Russie et commissaire du gouvernement haïtien, ne doit pas être confondu avec son homonyme Boyer, président d'Haïti de 1818 à 1843.
 16. « Note remise par Boyé à Esmangart pour qu'il la soumette au roi de France », in Charles Malo, *op. cit.*, 392. Ce montant de 15 millions représentant le volume du commerce entre Haïti et la France en 1822 semble erroné. La commission nommée le 1^{er} septembre 1825 avance le chiffre de 8,5 millions de francs pour 1823, voir *supra*, p. 9. Une telle différence d'une année à l'autre semble douteuse et le chiffre avancé par Boyé doit sans doute être revu à la baisse.
 17. Charles Malo, *op. cit.*, 392.
 18. « Lettre du baron de Las Cases au Président, Haïti, Port-au-Prince, 4 mars 1838 », in

- Haïti, 1818–1868. Mémoires et états de commerce*, Série AE B III 458 (CHAN).
19. Le point 5 des instructions remises en 1814 à Liot, émissaire français en Haïti, indique en note en bas de page: « Supposons que le prix de la cession demandée par le gouvernement Pétion soit de 100 millions. Cette somme pourrait être payable en dix ans à raison de 10 millions par année », in « Notes sur Saint-Domingue, projet de proposition à faire à Pétion, 1814 », in *Mission de Liot, contrôleur de la Marine*, CC9 A 52, 216 MIOM 38 (CAOM).
 20. « Notes pour le ministre de la Marine et des Colonies, 9 juin 1822 », in *Mission de Liot, contrôleur de la Marine*, CC9 A 52, 216 MIOM 38 (CAOM).
 21. « Instructions faites par le ministre à Esmangard données en vue de traiter avec le général Boyé en 1823 », in *Mémoire sur Saint-Domingue par M. Blos, 1823*, CC9 A 53, 216 MIOM 39 (CAOM).
 22. Le baron de Mackau sera ministre de la Marine et des Colonies en 1843. Il rédigera les « Comptes rendus au roi » préparant l'adoption des lois de juillet 1845, portant son nom et destinées à améliorer la situation des esclaves dans les colonies.
 23. Ce chiffre est tiré d'une « Note d'Esmangart sur Saint-Domingue, 30 décembre 1820 », in *Haïti (1816–1827), Correspondance politique Haïti*, vol. 2. Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Quai d'Orsay-Paris). Certains auteurs parlent d'un trésor de 234 millions de francs; voir Benoît Joachim, *Les racines du sous-développement en Haïti* (Port-au-Prince: Éd. Henri Deschamps, 1979), 158, et Leslie J. R. Pean, *Économie politique de la corruption: De Saint-Domingue à Haïti (1791–1870)* (Paris: Maisonneuve et Larose, 2003), 156.
 24. Annexes in Marcel Dorigny (dir.), *Haïti, première république noire* (Saint-Denis [etc.]: Soc. française d'histoire d'outre-mer; Paris: Association pour l'étude de la colonisation européenne, 2003), 106, et in Jacques Barros, *Haïti de 1804 à nos jours*, tome 1 (Paris: L'Harmattan, 1984), 202.
 25. « Notes manuscrites sur la république d'Haïti par M. de Clercq, mai 1838 », in *Série AE B III 458: Haïti, 1818–1868. Mémoires et états de commerce* (CHAN).
 26. Leborgne de Boigne, *Nouveau système de colonisation pour Saint-Domingue, combiné avec la création d'une compagnie de commerce pour rétablir les relations de la France avec cette isle, précédé des considérations générales sur le régime colonial des Européens dans les deux Indes* (Paris: Dondey-Dupré, 1817), 191–92.
 27. « Mémoire sur les affaires d'Haïti adressé à son excellence monsieur le comte de la Feronnage, ministre des Affaires Étrangères, sur sa demande, par M. Lerreguy, négociant, 1^{er} juillet 1828 », in *Haïti. 1825 à 1830. Négociations. Correspondance politique Haïti. Vol. 1*. Archives du Ministère des Affaires Étrangères (Quai d'Orsay-Paris).

28. D'une parité avec le dollar, la gourde papier, créée par arrêté du 25 septembre 1826, ne vaut plus qu'un tiers de dollar en 1842. Les gouvernements suivants maintiennent tant bien que mal le cours de la gourde à un niveau voisin de 4 à 5 gourdes pour un dollar, jusqu'au règne de Souloque qui voit tomber la gourde à un seizième de dollar; voir François Blancpain, *Un siècle de relations financières entre Haïti et la France (1825-1922)* (Paris: L'Harmattan, 2001), 11.
29. « Notes manuscrites sur la république d'Haïti par M. de Clercq, mai 1838 », in *Série AE B III 458: Haïti, 1818-1868. Mémoires et états de commerce* (CHAN).
30. Principalement, grâce aux 5 millions de francs finalement trouvés dans le trésor de Christophe.
31. Voir *Lois et ordonnances relatives à la République d'Haïti, et aux indemnités stipulées en faveur des anciens colons de Saint-Domingue* (Paris: Imprimerie de Mme Veuve Agasse, 1826), in *Haïti (1816-1827). Correspondance politique Haïti. Vol. 2. Archives du Ministère des Affaires Étrangères* (Quai d'Orsay-Paris).
32. Selon Jacques Barros, *Haïti de 1804*, 204, et selon Leslie J.-R. Pean, *Économie politique de la corruption*, 159, la double dette n'est remboursée qu'en 1886, sous le gouvernement de Salomon. Jean Metellus avance l'année 1888 dans son ouvrage *Haïti: Une nation pathétique* (Paris: Maisonneuve & Larose, 2003), 40.
33. Annexé à la loi du 30 avril 1826, un tableau établit ces revenus comme suit: 48'822'404 francs pour le sucre, 70'299'731 francs pour le café, 25'542'664 francs pour le coton, l'indigo et autres produits, soit un total de 144'664,779 francs. Ajoutant 5 millions pour les propriétés urbaines, l'ensemble de ces revenus est arrondi à 150 millions. Voir Ministère des Finances, *État détaillé des liquidations opérées à l'époque du 1er janvier 1829 par la Commission chargée de répartir l'indemnité attribuée aux anciens colons de Saint-Domingue en exécution de la Loi du 30 avril 1826 et conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 9 mai suivant* (Paris: Imprimerie Nationale, 1829), 238.
34. Concernant cette méthode de calcul, voir Robert Lacombe, *Histoire monétaire de Saint-Domingue et de la République d'Haïti jusqu'en 1874* (Paris: Larose, 1958), 57.
35. « Notes sur la loi du 18 mai 1840.-Loi relative à la répartition des sommes versées et à verser par le gouvernement d'Haïti, en exécution du traité du 12 février 1838 » (IX, Bull. DCCXXVI, n°8612). Il convient de noter que la propriété servile est bel et bien prise en compte pour l'évaluation et la distribution de l'indemnité. Les esclaves affectés aux plantations étaient si essentiels à l'exploitation des terres qu'ils étaient considérés comme biens immeubles et ne pouvaient être saisis indépendamment des propriétés foncières. Ils ont ainsi servi de bases d'estimation de la quote-part de chaque ayant droit à l'indemnité, à l'identique des autres biens-fonds. Alexandre-Stanislas Wimpffen estime la valeur totale

des biens immobiliers et mobiliers de Saint-Domingue à 1'557'870'000 livres, les 445'000 esclaves étant évalués à 1'137'500'000 livres, in *Haïti au XVIII^e siècle: Richesse et esclavage dans une colonie française* (1797; Paris: Karthala, 1994), 208. Certains auteurs avancent d'autres montants. Présentant et annotant l'ouvrage de Wimpffen, Pierre Pluchon indique en note en bas de page, p. 208, que « Cette estimation, inférieure à la réalité, peut être évaluée entre 2 et 3 milliards de livres tournois. A la valeur minorée des plantations (esclaves, terres, bâtiments, bétail) s'ajoute celle-oubliée-des villes et bourgs (bâtiments et stocks) ». Eugène Itazienne estime à 350 millions de francs les biens des colons en 1791, in « La normalisation des relations franco-haïtiennes (1825-1838) », in Marcel Dorigny (dir.), *Haïti*, 143. Cette dernière estimation paraît tout à fait erronée et bien inférieure à la réalité. En effet, la valeur des esclaves semble dépasser à elle seule cette estimation, un esclave adulte étant évalué à quelque 2'000 livres à la veille de la Révolution et la population servile de l'ancienne colonie étant estimée à plus de 465'000 individus.

36. La commission chargée de la liquidation de l'indemnité a statué sur 10'345 propriétés évaluées à une somme totale de 148'760'509 fr. 82 c. en 11'314 articles de liquidation. La répartition par colon est la suivante: « 9'450 colons auront à recevoir, pendant trente ans, en tenant compte de la progression des annuités, les uns 1 fr., 2 fr., 3 fr., 4 fr., et jusqu'à 7 fr. 50 c.; 15'972 recevront depuis 15 fr., 35 fr., 75 fr., 151 fr., jusqu'à 252 fr.; 330 recevront 756 fr.; 86 toucheront de 1'512 fr. à 3'396 fr. », voir Rapport de M. de Carné, in « Notes sur la loi du 18 mai 1840.-Loi relative à la répartition des sommes versées et à verser par le gouvernement d'Haïti, en exécution du traité du 12 février 1838 ». (IX, Bull. DCCXXVI, n°8612).